

### *Les crédits*

On nous dit qu'on contrôle les dépenses, qu'on réduit les dépenses, mais on ne fait que couper les dépenses du Trésor public. On ne contrôle pas ceux qui dépensent, et je parle des députés.

Pensons aux pertes d'emploi que nous avons connues au Canada. Dans l'industrie manufacturière, 15 p. 100 des 319 000 emplois sont disparus. Où allons-nous trouver des emplois pour relancer les affaires, pour redonner du travail aux Canadiens? L'industrie manufacturière a disparu. Au cours de la même période, aux États-Unis, seuls 7 p. 100 des emplois du secteur manufacturier sont disparus. Voilà pour ce qui est de cet accord Nord-Sud que nous sommes censés avoir.

Je ne peux pas faire autrement que d'être d'accord avec le whip en chef du gouvernement, quand il dit que ce budget est une honte. C'est un fait.

**L'hon. Alan Redway (Don Valley-Est):** Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de dire quelques mots aujourd'hui au sujet de cette motion d'opposition concernant le budget.

Comme vous le savez, le mot «facétieux» décrit on ne peut mieux cette motion et son libellé. Elle vise à s'en prendre à l'un des candidats à la direction de notre parti, à s'amuser à ses dépens en quelque sorte.

Le budget n'est pas une plaisanterie et les Canadiens aimeraient qu'on en débattenne avec le plus grand sérieux. En fait, c'est ainsi qu'ils aimeraient que les affaires de cette Chambre soient traitées, avec le plus grand sérieux. J'ai remarqué avec intérêt que, ces dernières semaines, le chef de l'opposition officielle avait déclaré en public que s'il lui était donné de former le gouvernement, il s'assurait que les affaires du Parlement, les affaires de ce pays soient traitées avec le plus grand sérieux.

Je m'étonne de voir une motion de ce genre, une motion vraiment farfelue. Une motion qui, à mon avis, ne fait pas honneur au chef de l'opposition.

Le budget est au coeur de ce débat. Personnellement, je pense que dans ce budget, le ministre des Finances a visé juste. Il a visé juste en disant que les Canadiens veulent que le gouvernement emprunte moins. Ils veulent des impôts moins élevés et ils veulent davantage d'emplois.

Dans ce nouveau budget, le ministre des Finances n'a pas diminué les impôts, mais il n'a annoncé ni taxes nouvelles ni augmentations d'impôts. Vous vous souviendrez que dans son budget de février 1992, il avait en fait

diminué les impôts. C'est ça que veulent les Canadiens. Comme l'a dit la secrétaire parlementaire il y a un instant, c'est le même contribuable qui paie les impôts dans ce pays, que ce soit au niveau fédéral, provincial ou municipal. Ça sort de la même poche, du même portefeuille. Les Canadiens veulent payer moins d'impôts.

Les seuls Canadiens qui semblent ne pas vouloir que les impôts diminuent sont ceux qui cotent les obligations canadiennes. Quand on leur a demandé de commenter le budget en attribuant une cote de crédit au gouvernement canadien pour ses emprunts et ses opérations de financement et de dire ce qu'ils auraient fait à sa place, ils ont répondu qu'il aurait sans doute fallu augmenter la TPS de 2 p. 100.

Je pense que ce n'est pas représentatif de ce que veulent les Canadiens. Ce que les Canadiens veulent, c'est exactement ce qu'a dit le ministre des Finances, que les impôts diminuent.

Pour pouvoir abaisser les impôts, il est important que tous les paliers de gouvernement s'y mettent, avec l'aide de tous les Canadiens, et qu'ils ne se tirent pas dans les pattes. Malheureusement, c'est exactement ce qu'ils font depuis trop longtemps.

• (1220)

Nous en avons eu une illustration magistrale l'an dernier. Vous vous souviendrez que dans le budget fédéral de février 1992, le ministre des Finances avait réduit l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers en ramenant la surtaxe de 5 à 4 p. 100 à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1992 et à 3 p. 100 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1993.

Il avait pris cette mesure pour faire exactement ce que proposent aujourd'hui certains députés de l'opposition. Il voulait laisser plus d'argent dans la poche des Canadiens pour qu'ils le dépensent en biens de consommation, encourageant ainsi le secteur privé à investir, à se développer et à créer des emplois.

Et qu'est-il advenu de cette réduction d'impôts annoncée par le ministre des Finances dans son budget de 1992 et entrée partiellement en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier de cette année? Vous vous rappelez sûrement ce qui s'est passé en Ontario deux mois environ après la présentation du budget fédéral; le gouvernement ontarien a présenté alors son propre budget dans lequel il n'a pas maintenu une position très ferme au sujet des impôts. Nos collègues provinciaux n'ont pas réduit les impôts, et en fait, au niveau de l'impôt des particuliers, ils ont fait passer le taux provincial par rapport à l'impôt fédéral de 54,2 p. 100 à 55 p. 100.